Paris, le 15 juin 2020 - Unicancer dévoile sa contribution au «Ségur de la santé» dans le cadre de la large concertation engagée auprès des acteurs du système de santé. La Fédération des Centres de lutte contre le cancer (CLCC) dévoile ainsi ses 33 propositions, accompagnées de près de 60 actions concrètes et orchestrées autour de cinq grands axes de transformation.

«Nous nous réjouissons de l'ambition portée par le Ségur de la santé. Nous y participons activement dans le cadre du comité de pilotage dont nous sommes membres et présentons plusieurs propositions et des actions concrètes. La contribution d'Unicancer est le fruit d'un travail collectif qui porte haut et fort la voix des CLCC » déclare Jean-Yves Blay, président d'Unicancer. *«Nous souhaitons rappeler qu'en tant qu'établissements hospitalo-universitaires d'intérêt collectif, chargés de missions de service public, nos Centres sont au cœur du service public de santé, auquel le Ségur de la santé souhaite donner un nouveau souffle. Nous rencontrons avec une grande acuité toutes les problématiques révélées par la crise du Covid-19, au même titre que l'hôpital public».*

La contribution d'Unicancer adressée au Ministère des Solidarités et de la Santé **(voir la note synthétique en pièce jointe)**
propose de répondre aux enjeux de la future réforme de l'hôpital, autour de cinq axes majeurs :

Valoriser les compétences et revaloriser les salaires et les carrières des soignants et des médecins, socle indispensable à l'exercice des missions de service public et d'enseignement par les Centres.

Les CLCC sont confrontés à des problématiques sociales similaires aux hôpitaux publics en matière d'attractivité salariale et de parcours professionnels. Le climat social s'est fortement tendu ces dernières années du fait de la pression budgétaire. Une forte attente est palpable de la part des salariés**. Il est indispensable d'assurer l'équité de traitement entre tous les professionnels quel que soit leur statut, notamment en transposant les mesures de revalorisation salariale et leurs modalités de financement, en cours de négociation au sein de la Fonction Publique Hospitalière, afin de permettre aux CLCC d'exercer leurs missions de service public.**

Pour les emplois «cœur de métier», en forte tension, la réforme de l'hôpital doit permettre de valoriser les compétences et de proposer des parcours attractifs, en développant la formation, le télétravail, les protocoles de coopération, les pratiques avancées et supprimant les reprises d'allègements de charges.

Pour les praticiens, l'enjeu est de mieux valoriser les professionnels tout au long de leur carrière et de développer des parcours facilitant une activité de recherche de pointe : revalorisation des débuts de carrières, hausse de la prime d'exercice public exclusif et une organisation du travail plus flexible (télétravail, temps dédié aux responsabilités managériales, création d'un statut spécifique de praticien bénéficiant d'un temps dédié aux activités de recherche et de publications scientifiques).

Consolider le modèle de gouvernance des CLCC, un modèle réactif et innovant qui s'oriente vers l'intégration renforcée du patient dans la prise de décision institutionnelle et l'organisation des parcours de soins.

Unicancer souhaite consolider le modèle de gouvernance des CLCC en garantissant leur statut, leur autonomie et le financement de leurs missions de service public. Dès leur création, les CLCC se sont distingués en proposant une prise en charge extrêmement personnalisée, innovante, pluridisciplinaire et globale, sans dépassement d'honoraires, associant soins, recherche et enseignement. Leur gouvernance particulière les caractérise, avec une direction médicale portée par un scientifique reconnu, suppléée par un directeur adjoint non médecin.

Les CLCC, qui allient souplesse, agilité et proximité, ont constitué de précieux atouts pendant la pandémie de Covid-19. Ils ont été force de proposition dans les différentes régions pour maintenir la prise en charge des patients atteints de cancer et éviter toute perte de chance, à travers notamment un développement rapide des téléconsultations.

Dans le cadre de la réforme de l'hôpital, **Unicancer souhaite renforcer le rôle des patients dans la décision institutionnelle et dans l'organisation des parcours**
.

Constituer des filières territoriales pour l'amélioration du dépistage et de la prévention des cancers et copiloter des projets territoriaux de cancérologie.

Les CLCC jouent un rôle central dans la politique de prévention des cancers et sont investis d'une mission de prévention et de promotion du dépistage sur leur territoire.

Engagé dans les démarches de Big data et d'Intelligence Artificielle, Unicancer considère ces thématiques comme des leviers essentiels de la future stratégie de prévention et propose de lancer un plan national « Intelligence artificielle et cancer ».

En cancérologie, les enjeux sont forts pour améliorer la qualité et la sécurité des soins, territorialiser l'offre et introduire l'innovation en santé au service des patients. Pour garantir l'accessibilité et l'égalité d'accès à des soins de qualité, sans dépassement d'honoraires, sur l'ensemble des territoires, il est nécessaire d'optimiser la coordination des différents acteurs et d'assurer un parcours de santé sans rupture. **Sous l'égide des ARS et en lien avec les élus, les CLCC proposent de copiloter des projets territoriaux en cancérologie axés sur les parcours de soins des patients.**

Favoriser l'exercice de missions de service public par des mécanismes de financement fondés sur les parcours des patients, la pertinence des actes et l'accompagnement de projets d'investissement au service de l'innovation.

Si la T2A a permis d'objectiver l'allocation des ressources entre les acteurs hospitaliers, les baisses tarifaires successives ont progressivement entraîné une déconnection entre les tarifs et les coûts réels des prestations générant des difficultés dans de nombreux établissements de santé. **Unicancer propose de rénover la tarification à l'activité pour favoriser le dynamisme, la pertinence des soins, la qualité, l'innovation et pour mieux valoriser les activités de recours.** Un financement fondé sur les parcours des patients paraît particulièrement pertinent, car il favorise les coopérations entre les différents acteurs du système de santé.

Les CLCC et leurs personnels ont été largement mobilisés pour lutter contre l'épidémie de COVID 19, avec des prises en charge spécifiques et des cas très lourds à gérer. A des situations déjà structurellement tendues, se sont ajoutés des surcoûts conjoncturels liés à la pandémieÂÂÂ (renforts de personnels, équipements, médicaments, masques, etc.). **Dans ce contexte, il est nécessaire de sécuriser financièrement les établissements, en couvrant les surcoûts ou pertes de recettes liés à la crise.**

La réforme doit garantir un accès équitable aux aides à l'investissement pour tous les établissements de santé quel que soit leur statut. Les centres rencontrent les mêmes besoins que les établissements publics de santé. Le taux de vétusté des CLCC atteste d'un «vieillissement» des équipements et immobilisations. Les baisses tarifaires conduit les CLCC à accroître significativement leur endettement.
Dans le cadre de la loi relative à la dette sociale et à l'autonomie, Unicancer sollicite une reprise partielle de la dette des CLCC
pour solvabiliser les établissements, assainir leur santé financière et de leur donner des marges de manœuvre financières pour investir.

Soutenir la dynamique de recherche et d'innovation en cancérologie par des leviers organisationnels et financiers.

Fort de son rôle central dans la recherche médicale française (premier promoteur académique d'essais cliniques en France, 1er rang français des publications Top 1 % en recherche médicale *
), Unicancer souhaite porter des propositions pour renforcer encore le dynamisme et l'excellence de la recherche française en cancérologie. Les leviers sont organisationnels, à travers
le nécessaire renforcement des liens entre CLCC et Universités
; financiers, à travers l'indispensable
réforme des MERRI
ou encore des actes innovants; réglementaires, avec la nécessité de
lever les freins
en poursuivant l'adaptation de la réglementation et des procédures actuelles.

Mais il s'agit aussi, et avant tout, d'opérer des choix stratégiques. Parmi les priorités, **Unicance r insiste sur la nécessité de donner un coup d'accélérateur à la recherche sur les données ; de soutenir davantage la recherche translationnelle**
, clef de l'innovation ; de
développer l'utilisation des médicaments innovants
dans un cadre contrôlé garantissant
l'égalité d'accès à l'innovation.

«Nous sommes engagés dans cette large concertation pour contribuer à une réforme ambitieuse de notre système de santé au service des patients, dans une démarche

d'amélioration de la prise en charge et porter la voix des professionnels» précise Sophie Beaupère, déléguée générale d'Unicancer.
«La crise sanitaire que nous traversons doit être suivi d'une réforme en profondeur, nos propositions vont en ce sens et nous sommes à la disposition du gouvernement pour les mettre en œuvre à ses côtés»
, conclut Jean-Yves Blay.